



2004

CIFEPME

**Congrès International
Francophone en
Entrepreneuriat et PME**

**Association Internationale de Recherche en
Entrepreneuriat et PME**

**7^{ème} Congrès International Francophone
en Entrepreneuriat et PME**

27, 28 et 29 Octobre 2004, Montpellier



L'impact des contextes territoriaux sur l'activité entrepreneuriale en France (1993-2001)

Frank Lasch

Enseignant-chercheur
CEROM

Groupe Sup de Co Montpellier
Chercheur associé à l'E.R.F.I.

flasch@supco-montpellier.fr

Résumé :

Dans un contexte économique où les grandes entreprises réduisent leur effectif, l'heure est propice pour les petites entreprises car elles sont devenues la source principale de création de nouveaux emplois. Malgré la conjoncture défavorable, les chiffres de l'INSEE pour 2003 confirment que le nombre de créations nouvelles est en forte hausse. Majoritairement des micro-entreprises, celles-ci sont, en conséquence, fragiles et davantage sensibles aux influences de l'environnement local. Or, les recherches en entrepreneuriat ont rarement eu pour objectif d'expliquer ce type de déterminant. Des analyses empiriques avec un échantillon significatif font quasiment défaut.

La question se pose alors dans quel environnement socio-économique prospèrent les jeunes entreprises et quel contexte territorial s'avère plutôt défavorable pour le développement d'activités entrepreneuriales ? Se concentrant sur cette problématique, cette recherche empirique inclut toutes les entreprises créées entre 1993 et 2001 (champ de l'industrie, du commerce et des services, ICS) et met en évidence un déterminant particulier de la création d'entreprises, jusqu'alors peu étudié par la recherche française : les contextes territoriaux.

L'apport principal porte sur la visibilité, la compréhension et la perception des contextes territoriaux et de leur impact sur le développement des activités entrepreneuriales. Les fortes disparités mesurées entre les 348 zones d'emplois révèlent clairement le lien direct entre les contextes territoriaux et l'intensité de création. Les déterminants majeurs sont le taux de chômage, la croissance démographique et un marché d'emploi hautement qualifié. Les résultats indiquent aussi que la France s'inscrit de plus en plus dans la dynamique d'une économie fondée sur le savoir, les externalités de savoirs ayant même une incidence fortement supérieure aux externalités d'agglomération.

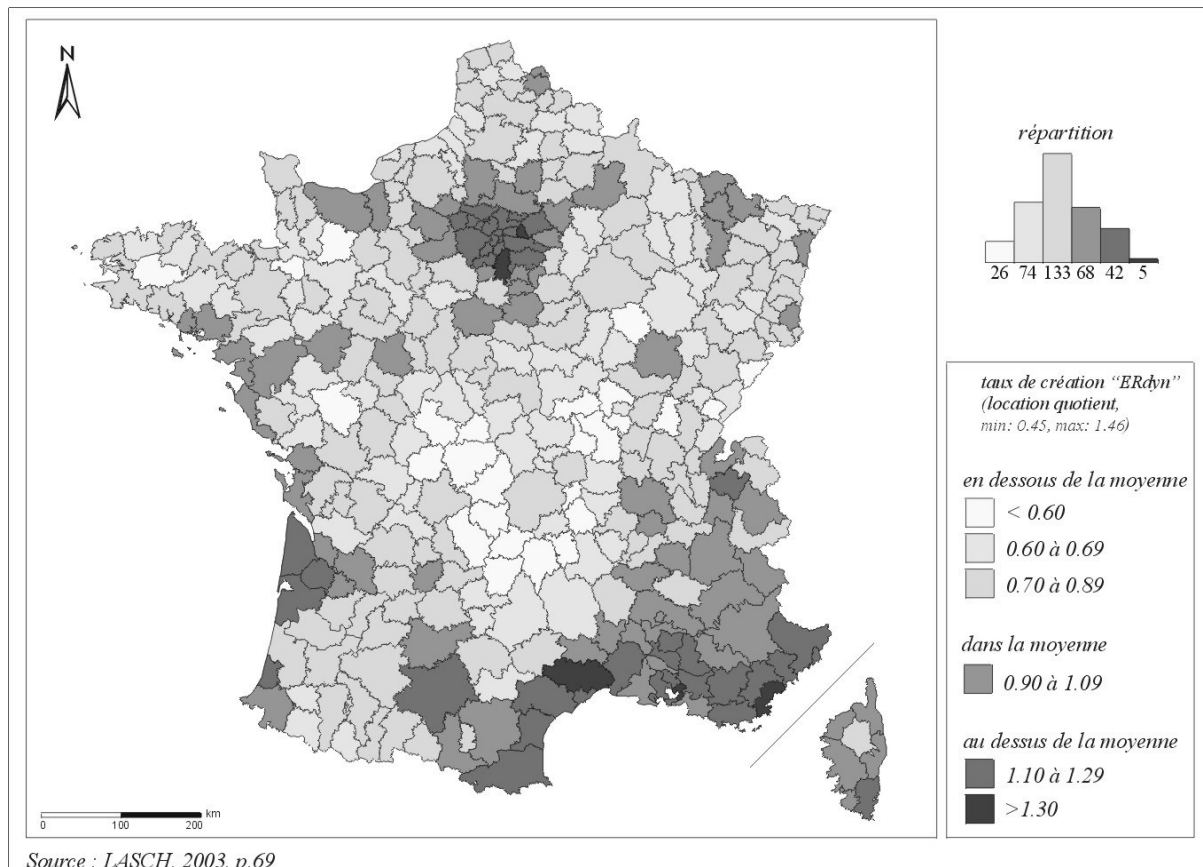
Des pistes de recherche futures sont envisagées à l'issue de ce premier travail.

Création d'entreprise – Entrepreneuriat – PME/TPE – Environnement socio-économique

INTRODUCTION

Dans un contexte économique où les grandes entreprises réduisent leur effectif, l'heure est propice pour les petites entreprises¹ car elles sont devenues la source principale de création de nouveaux emplois. Il s'agit majoritairement de micro-entreprises qui démarrent sans salarié², représentant 76,3% des créations en 2000 par rapport à 66,4% en 1987. Si l'on s'intéresse aux emplois créés par les nouvelles entreprises, la progression y est encore plus forte : près d'un emploi sur deux en 2000 est lié à une micro-entreprise (47,5%), contre seulement un tiers en 1987 (Lasch, 2003, p.36).

Malgré la conjoncture défavorable, les chiffres de l'INSEE pour 2003 confirment que cette tendance se maintient. Ainsi, le nombre de créations nouvelles est en forte hausse et il s'agit majoritairement de micro-entreprises dans les services (Rieg, 2004, p.1). Celles-ci sont, en conséquence, fragiles et davantage sensibles aux influences de l'environnement local. Or, les recherches sur les entreprises nouvellement créées ont rarement eu pour objectif d'expliquer ce type de déterminant. De plus, des analyses empiriques avec un échantillon significatif font quasiment défaut.



Carte 1 : La création d'entreprises en France (période 1993 à 2001)

Source : Lasch, 2003, p.69

La question se pose alors dans quel environnement socio-économique prospèrent les jeunes entreprises et quel contexte s'avère plutôt défavorable pour le développement d'activités entrepreneuriales ? Se concentrant sur cette problématique, cette recherche empirique inclut toutes les entreprises créées entre 1993 et 2001 (champ de l'industrie, du commerce et des services, ICS) et met en évidence un déterminant particulier de la création d'entreprises,

¹ Pour simplifier notre propos, nous utiliserons le terme entreprise qui regroupe les établissements siège (l'entreprise- mère) et non-siège (la filiale).

² cf. annexe 1 : le calcul de l'emploi.

jusqu'alors peu étudié par la recherche française : les contextes territoriaux. Les fortes disparités mesurées entre les 348 zones d'emplois révèlent clairement le lien direct entre les contextes territoriaux et l'intensité de création (cf. carte 1). Les déterminants majeurs sont le taux de chômage, la croissance démographique et un marché d'emploi hautement qualifié.

1. FONDEMENTS EMPIRIQUES

1.1 Le problème de l'hétérogénéité des recherches

Non seulement les recherches, qui se concentrent sur cet aspect particulier de la création d'entreprises sont rares en France, mais aussi l'hétérogénéité des travaux pose un problème considérable. Les résultats sont obtenus sous différentes échelles d'analyse (par exemple le département, la région) utilisant des approches quantitatives (données de masse de la statistique publique) ou qualitatives (enquêtes et échantillons de taille variable). Il est, de ce fait, difficile de comparer les différents résultats des recherches antérieures françaises et internationales.

En outre, une faible taille des échantillons ou un territoire d'étude restreint limitent davantage la comparaison et la validité des résultats. La raison principale, évoquée notamment dans la littérature anglophone et germanophone, est le manque de sources statistiques dans la plupart des états industriels européens (surtout exhaustives et régulièrement mises à jour ; Schmude, 1994a, p.15). Seule la France, qui a créé un des systèmes statistiques des plus performants, dispose avec SIRENE³ d'un répertoire administratif de toutes les entreprises et de tous les établissements (Picard, 1995, p.4). Enfin, d'abondantes sources de statistiques démographiques et économiques sont gérées majoritairement par l'INSEE.

Cependant, paradoxalement on ne recense qu'un nombre très limité de travaux quantitatifs, empiriques, en France qui s'intéressent aux déterminants « environnementaux » de la création. Ceci souligne davantage le fort besoin de recherche sur cette thématique. Dans la recherche française, les méthodologies de type qualitatif retiennent principalement l'attention, même si une plus forte ouverture vers les méthodes quantitatives, empirico-déductives, est réclamée afin de garantir une plus grande diversité d'approches dans les travaux à venir (Saporta, 2002, p.V).

1.2 Les principaux déterminants environnementaux de la création d'entreprises

Malgré ces difficultés évoquées, l'analyse des recherches antérieures sur la création d'entreprises permet d'identifier un certain nombre de paramètres qui ont une influence sur les taux de création à un niveau national et régional. L'intensité de création (taux de création national) dans les pays industriellement développés dépend ainsi de la conjoncture, des processus de restructuration dans les grandes entreprises, des revenus et de la consommation des ménages, de la politique économique et des changements technologiques (Keeble et al., 1993, p.11).

Au niveau régional, les études qui expliquent les disparités inter-régionales de la création d'entreprises mettent en avant un certain nombre de déterminants, dont l'influence (négative ou positive) a été mesurée de manière significative. Un projet de recherche international sur la création d'entreprises aux Etats-Unis, en Grande Bretagne, en Irlande, en Italie, en Suède, en France et en Allemagne entre 1980 et 1990 a fourni de premiers résultats (Reynolds et Storey, 1993), d'autant plus que les analyses et la méthode étaient identiques pour chaque pays.

³ Système Informatisé du Répertoire National des Entreprises et Établissements.

Ces études inter- et transnationales ont l'avantage de faire émerger les régularités, les constantes de l'influence de l'environnement socio-économique sur la création régionale. En revanche, la qualité des sources statistiques varie d'un pays à l'autre, ce qui limite parfois la validité et la comparaison des résultats. Toutefois, si les mêmes liens entre la création et les paramètres susceptibles d'avoir une influence positive ou négative se dessinent clairement dans les pays étudiés, on peut en déduire que l'impact de l'environnement économique sur la création suit certaines régularités, que l'on peut attendre, par conséquent, également dans d'autres pays (Reynolds et al, 1994, p.453).

L'étude internationale, dirigée par Reynolds et Storey (1993), a démontré que le taux national de création, mais aussi les variations interrégionales étaient comparables dans les pays observés. Dans tous ces pays, trois déterminants majeurs apparaissent : une augmentation de la demande (mesurée par la croissance démographique), un tissu économique local ou régional dominé par des petites entreprises et un degré d'urbanisation élevé. Les résultats pour la France (Guesnier, 1994 ; le zonage utilisé est le département) mettent en avant la croissance démographique comme déterminant majeur, suivie par d'autres paramètres, tels que la densité de la population (effets d'agglomération), la part des diplômés de deuxième cycle dans la population résidentielle, la part des 20 à 40 ans et la part des cadres moyens dans la population active.

Une étude de l'INSEE qui couvre la période de 1993 à 1999, utilisant également le zonage des départements, explique les variations du taux de création essentiellement par des externalités positives dont bénéficient les entreprises dans les agglomérations (Insee, 2000, p.148). Le taux de création augmente, d'après cette étude, avec, d'une part, le nombre d'entreprises et, d'autre part, l'importance des actifs parmi la population résidentielle (« le potentiel en créateurs »). L'analyse de l'INSEE confirme aussi la forte influence de paramètres tels que le degré de diversification et la croissance démographique. D'après cette étude, les créations renforcent les disparités existantes, en terme de nombre d'entreprises, entre les départements.

Dans une étude sur les « counties » en Angleterre, Keeble et Walker (1994, p.425) ont identifié les déterminants suivants : forte croissance démographique, infrastructure bancaire développée et fonds disponibles, marché de l'emploi spécialisé et qualifié (part élevée d'ouvriers spécialisés et de cadres, faible part d'artisans) et une demande plus importante dans les agglomérations. Johnson et Parker (1996) analysent l'influence de l'environnement socio-économique sur les créations et les cessations dans les « counties » en Angleterre pour l'année 1990 et leurs résultats sont concordants avec ceux de Keeble et Walker (1994). En complément des déterminants identifiés par ces derniers, ils constatent l'influence positive de la croissance démographique, contrairement au taux de chômage qui consiste plutôt en un frein à la création régionale. L'influence positive d'une population active hautement qualifiée, d'une croissance démographique significative et d'une densité de population élevée est également confirmé par Audretsch et Fritsch (1994).

D'après ces mêmes auteurs, Audretsch et Fritsch (1994), les fortes disparités interrégionales du taux de création s'expliqueraient essentiellement par des effets positifs d'agglomération et d'urbanisation permettant aux entreprises de réduire les coûts de transaction en bénéficiant des externalités locales : un marché d'emploi spécialisé, la possibilité de réduire l'incertitude de créateurs potentiels grâce à l'accès et l'intégration dans le réseau régional, l'enrichissement de son propre savoir et de ses connaissances par des sources externes d'information, etc. (« knowledge spillovers », Voigt, 1998). Ces « spillovers » (qui se traduisent en partie par la création d'entreprises nouvelles) se trouvent plus facilement dans des espaces économiques caractérisés par une haute densité de population et une forte croissance démographique (Audretsch et Fritsch, 1994, p.360).

Hypothèse 1 : Les principaux déterminants socio-économiques, de type « environnementaux », identifiés par la recherche internationale ont également un impact significatif sur la création d'entreprises en France de la période récente (1993-2001), notamment la croissance démographique et les externalités d'agglomération (densité de population).

La revue de la littérature permet d'identifier un certain nombre de déterminants « environnementaux » ayant un impact significatif sur les taux de création qui constituent le point de départ pour la présente recherche. L'émergence d'une économie fondée sur le savoir a marqué les années 1990 (Guellec, 2002). Effectivement, les chiffres de l'INSEE pour 2003 prouvent que le nombre de créations nouvelles est en forte hausse, il s'agit majoritairement de micro-entreprises⁴ dans les services, mais les branches innovantes (notamment les technologies de l'information et de la communication) continuent également à croître (Rieg, 2004, p.1).

Le nombre d'entreprises de services à forte intensité de connaissances ne cesse d'augmenter. Comme les entreprises technologiquement innovantes (industrie), ce type d'entreprise dépend fortement de sources de savoirs externes (« knowledge intense services » ; Hauknes et OCDE, 1999). En conséquence, la prise en compte des catégories socioprofessionnelles et du niveau de qualification de la population active est cruciale, d'autant plus que la plupart des créations nouvelles sont réalisées dans la région de résidence du créateur (Keeble et al., 1993, p.17 ; Schmude 1994b, p.166). Pour mieux expliquer les effets entre déterminants « traditionnels » et déterminants reliés à l'économie du savoir, d'autres variables seront retenues.

Hypothèse 2 : L'essor des entreprises de services à forte intensité de connaissances devrait favoriser les régions avec un niveau de qualification et un potentiel de savoirs élevés. Hypothèse 2b : ces « externalités de savoirs » devraient même avoir un impact plus fort que les externalités d'agglomération en général.

1.3 La variabilité d'un certain nombre de déterminants

L'impact d'un certain nombre de déterminants ne fait pas l'unanimité dans les recherches (significatif vs. pas significatif) ou peut se différencier d'un secteur à l'autre. Il s'agit notamment de trois déterminants : le taux de chômage, la composition sectorielle et la taille des entreprises déjà implantées dans les zones d'emplois.

L'impact du chômage sur le taux de création dans une région ne fait pas l'unanimité. Audretsch et Fritsch (1994) retrouvent une corrélation positive entre le taux de chômage et le taux de création dans leur étude qui porte sur les régions (« Raumordnungsregionen ») de l'ex-RFA entre 1986 et 1989. Un nombre élevé de chômeurs-créateurs expliquerait ce lien positif entre un taux de chômage élevé et une forte intensité de création. D'autres recherches considèrent le taux de chômage plutôt comme un frein à la création (Johnson et Parker, 1996).

Un autre déterminant, qui ne fait pas l'unanimité, dans les recherches est la composition sectorielle des entreprises locales (« effet sectoriel »). Un certain nombre de recherches ne mesurent aucun impact significatif sur l'intensité de création et il s'agirait plutôt d'effets indirects (Schmude, 1994a, p.208 ; Fritsch et Niese, 2000, p.248).

L'impact de la taille moyenne des entreprises locales, notamment les très petites entreprises (TPE), n'est pas contesté. Plusieurs explications sont envisageables. Les recherches avancent qu'une grande partie des entrepreneurs étaient eux-mêmes auparavant

⁴ entreprise sans salarié au démarrage.

des salariés dans une TPE, contrairement aux salariés de grandes entreprises qui sont, dans une moindre mesure, entrepreneurs (Nerlinger, 1998, p.96). Dans la littérature d'autres arguments sont discutés, telles les différences entre grandes et petites entreprises dans l'organisation, la gestion et la répartition des tâches (Greenan, 1994, p.87). Les salariés dans les petites entreprises sont souvent plus fortement impliqués dans le management et le fonctionnement global, leur travail est plus souvent directement lié au succès de l'entreprise ce qui leur permet de développer davantage leurs compétences et aptitudes entrepreneuriales, comparé à un employé d'une grande entreprise (Schmude, 1994a, p.164).

D'autres explications pour justifier un taux de création plus fort dans des régions avec un grand nombre de petites entreprises sont liées au risque de perdre son emploi (la probabilité de dépôt de bilan dans une TPE paraît plus importante par rapport aux grandes entreprises), au niveau de salaire plus faible et au nombre d'heures travaillées par semaine souvent supérieur à celui des employés de grandes entreprises (Nerlinger, 1998, p.97).

Toutefois, les différentes recherches montrent que le lien entre la taille moyenne des entreprises déjà implantées et le taux de création varie selon les secteurs : les créations dans l'artisanat augmenteraient avec le nombre de petites entreprises (effet « seedbed »), contrairement aux créations tertiaires qui privilégieraient la présence de grandes entreprises (Keeble et Walker, 1994, p.421). Almus, Egelin et Engel (1999), par exemple, confirment ce lien en utilisant la banque de données du « Zentrum für Europäische Wirtschaftsforschung (ZEW Mannheim) » sur les créations en Allemagne et en Autriche : une taille moyenne élevée des entreprises locales est positivement corrélée avec une forte création, notamment dans les services à haute intensité de connaissances (« knowledge intense services »). Les auteurs expliquent ce fait en grande partie par des processus d'outsourcing.

Hypothèse 3 : L'impact d'un certain nombre de déterminants ne fait pas l'unanimité dans les recherches (notamment le taux de chômage, la composition sectorielle et la taille moyenne des entreprises) et l'impact de ces déterminants pourrait ou bien ne pas se confirmer ou bien varier.

2. METHODE

2.1 La population

La forte hétérogénéité des recherches antérieures exige une étude empirique avec un échantillon le plus large possible, observé sur une durée significative, afin de pouvoir, d'une part, valider les résultats de ces travaux et, d'autre part, vérifier les hypothèses émises suites à la revue de la littérature. L'étude se concentre sur la création nouvelle et prend en compte la totalité des entreprises⁵ du champ de l'industrie, du commerce et des services (ICS) créées entre 1993 et 2001 dans les 348 zones d'emploi de la France métropolitaine. Contrairement aux créations nouvelles (« ex-nihilo ») qui représentent trois nouvelles entreprises sur quatre, les reprises et les réactivations ne seront pas retenues. Ainsi pour une année d'observation, en moyenne, 250.000 créations sont pris en compte qui sont rapportées à environ 2.600.000 entreprises existantes⁶.

La zone d'emploi correspond au rayonnement économique des agglomérations et villes petites et moyennes. Il s'agit du seul zonage en France qui permet de réaliser des analyses transversales ou longitudinales sur le problème des disparités infra- ou intra régional en utilisant des données de masse (Houdebine, 1999, p.192 ; Hecquet et Laine, 1999, p.11). Les

⁵ Nota bene : entreprises = établissements siège et non siège.

⁶ Calculs de l'auteur à partir de SIRENE ; cf. annexe 2 « bases de données empiriques utilisées »

statistiques mobilisées par cette recherche sont les fichiers SIRENE⁷ de l'INSEE (au 1er janvier de chaque année de la période d'observation). Le traitement des données et les analyses statistiques ont été réalisés avec le logiciel SAS.

Les déterminants sélectionnés sont croisés dans un modèle de régression multiple avec le taux de création de chaque zone d'emploi (variable expliquée). Afin de maximiser la solidité et la valeur explicative du modèle de régression, toutes les créations nouvelles de la période entre 1993 et 2001 sont intégrées.

2.2 Mesurer le taux de création dans les zones d'emploi (variable expliquée)

Le taux de création désigne le nombre d'entreprises TIC nouvellement créées (sièges et non-sièges) rapporté au nombre d'entreprises existantes dans une zone d'emploi (« ecological approach ») ; une autre approche consiste à rapporter les créations au nombre d'emplois (« labour market approach » ; Schmude, 1994a, p.95).

Taux de création annuel (Tcr) basé sur le "location quotient"

$$\text{Tcr}_{ti} = \frac{\frac{\text{Créations (ti) dans une zone d'emploi}}{\text{Stock (ti) dans une zone d'emploi}}}{\frac{\text{Créations (ti) France}}{\text{Stock (ti) France}}}$$

Taux de création entre deux dates

$$\text{Tcr}_{(t0-t1)} = \frac{\text{Tcr}_{(t0)} + \text{Tcr}_{(t1)}}{2}$$

Taux de création sur une période observée

$$\text{Tcr}_{(t0-tn)} = \frac{\sum_{i=0}^n \text{Tcr}_{(ti)}}{n+1}$$

Source : SCHMUDE, 1994, 95 et 96.

Graphique 1 : Le calcul du taux de création
Source : Schmude, 1994a, p. 95

Certaines recherches soulignent que la mesure de l'intensité de création peut être influencée par le dénominateur utilisé (Audretsch et Fritsch, 1994, p.361 ; Schmude, 1994a, p.84 ; Keeble et Walker, 1994, p.417). Afin de vérifier l'impact du dénominateur, les taux de création ont été calculés en utilisant les deux méthodes, mais aucune différence significative n'a été constatée dans notre recherche (Lasch, 2003a, p.66). Le graphique 1 explique le calcul pour le taux de création annuel pour un territoire donné et le taux de création « dynamique » (la moyenne entre deux dates ou le taux de création pour une période observée). Ainsi, le taux de création désigne le nombre d'entreprises nouvellement créées rapporté au nombre d'entreprises existantes (ICS) dans une zone d'emploi (« ecological approach »). L'indice de création de chaque zone d'emploi permet ainsi très facilement de connaître la dynamique locale (cf. carte 1). Un indice de 1,50, par exemple, signifie une dynamique de création une fois et demie au-dessus de la moyenne (France métropolitaine : indice = 1,0).

⁷ Système Informatisé du Répertoire National des Entreprises et Établissements ; cf. annexe 2.

2.3 Mesurer les déterminants environnementaux de la création (variables explicatives)

Dans le modèle de régression entrent les déterminants suivants : la densité de la population (variable DENS), l'augmentation de la demande (DEMO82, DEMO90), la taille moyenne des établissements existants par tranche (EM0, EM6_49, EM50_199, EM200P), le niveau de qualification de la population active (part des cadres et professions intellectuelles supérieures, CPIS), le taux de chômage (CHOM) et le revenu moyen des ménages (REVENU).

Ces déterminants seront complétés par d'autres variables qui caractérisent le tissu économique local : la densité industrielle (DENSIND), la part des salariés du tertiaire (EMTERT) et de l'industrie (EMIND) dans l'emploi régional. Dans la littérature deux indicateurs mesurant la concentration industrielle et la diversification sectorielle, l'indice de Herfindahl (HERF) et l'« index of economic differentiation (DIV) » sont utilisés et seront également retenus pour notre modèle. Les collectivités locales peuvent intervenir directement sur la création à travers leur politique de soutien et notamment par la taxe professionnelle (TAXPRO). Cette variable, pourtant très attractive, ne reste pour l'instant que peu observée dans les recherches quantitatives, tout comme d'ailleurs la qualité de vie.

Ceci s'explique en partie par la difficulté de mesurer la qualité de vie et de construire des variables pour un zonage très fin, telle la zone d'emploi. Deux variables ci-concernant seront retenues : l'attractivité touristique (capacité d'accueil des campings, CAMP) et le nombre de chambres d'hôtel pour 100 habitants (TOUR).

déterminants de la création ICS	corrélation (Pearson)
croissance démographique 1982 à 1990 (DEMO82)	0,721***
croissance démographique 1990 à 1999 (DEMO90)	0,673***
densité de population 1990 par km ² (DENS)	0,243***
part des cadres et professions intellectuels supérieurs à l'emploi régional 1993 en % (CPIS)	0,602***
taux de chômage 1993 en % (CHOM)	0,235***
diversification sectorielle 1994 (DIV)	0,250***
concentration de l'emploi industriel (indice Herfindahl) en 1996 (HERF)	-0,035
nombre d'établissements industriels de plus de 10 employés par km ² 1994 (DENSIND)	0,206***
part de l'emploi industriel en 1995 % (EMIND)	-0,590***
part de l'emploi tertiaire en 1995 % (EMTERT)	0,605***
part des établissements ICS de 0 à 5 employés à l'emploi régional ICS 1993 en % (EM0_5)	0,107***
part des établissements ICS de 6 à 49 employés à l'emploi régional ICS 1993 en % (EM6_49)	0,029
part des établissements ICS de 50 à 199 employés à l'emploi régional ICS 1993 en % EM50_199)	-0,249***
part des établissements ICS de plus de 200 employés à l'emploi régional ICS 1993 en % (EM200P)	0,015
revenu net moyen 1994 (REVENU)	0,534***
taxe professionnelle 1993 (TAXPR)	0,285***
capacité d'accueil des campings 1994 (CAMP)	0,506***
capacité d'accueil des hôtels (chambres par 100 population résidentielle) 1994 (TOUR)	0,185***
***sign. 1% ; **sign. 5%.	

Tableau 1 : Les coefficients de corrélation entre le taux de création régionale (ICS) de la période 1993 à 2001 et les déterminants sélectionnés

Source : Lasch, 2003, p.79

La construction d'un modèle de régression solide dépend non seulement du fondement théorique d'une variable et de la validité statistique (forte corrélation et significativité), mais aussi de l'influence réciproque des variables utilisées (« colinéarité »). La matrice produit une forte corrélation entre DEMO82 et DEMO90 (croissance démographique de la période 1982 à 1990 et de celle de 1990 à 1999), étant donné que dans la plupart des publications la période précédente à la période d'observation est utilisée, DEMO90 a été exclu. Pour le même motif, la variable EM50_199 a été éliminée, suite à une trop forte corrélation avec EM200P. Cette

dernière variable a été privilégiée afin de vérifier les résultats de la plupart des recherches qui mettent en avant la forte incidence positive des grandes entreprises sur l'intensité de création.

Entrent en forte interrelation également la densité de population (DENS) et la densité industrielle (DENSIND), cette dernière a été éliminée. Ce choix se justifie d'une part par la grande importance qui est généralement attribuée à la densité de population comme facteur d'influence et d'autre part par la présence d'autres variables qui prennent en compte le poids de l'industrie dans le tissu économique local (EMIND, DIV). L'indice de Herfindahl (HERF) n'entre pas dans le modèle, suite à sa faible valeur d'explication pour le taux de création dans les zones d'emplois (niveau de significativité insuffisant), comme la part d'entreprises de la tranche de 6 à 49 employés (EM6_49). Afin de tester la qualité de vie en tant que facteur d'influence, CAMP a été retenue suite à son coefficient de corrélation élevé. Ainsi, des 18 variables sélectionnées initialement, douze entrent finalement dans le modèle de régression.

3. LES RESULTATS DU MODELE DE REGRESSION

Le modèle de régression multiple construit est très robuste ($R^2=0,9889$) et l'analyse des résidus montre davantage sa pertinence : pour 311 zones d'emplois sur 348, il explique très bien l'impact des déterminants environnementaux sur l'intensité des créations. Pour les autres zones d'emploi, les paramètres testés ont une influence plus forte (résidus positifs) ou plus faible (résidus négatifs) sur la création.

L'hypothèse 1 a cherché à établir un lien entre les déterminants majeurs de la création identifiés par la recherche internationale et la création d'entreprises en France. Les résultats de la régression confirment cette hypothèse pour deux des trois déterminants majeurs : l'influence positive d'une demande en croissance (DEMO82) et la forte présence de petites entreprises (EM0_5), l'effet « seedbed ». Toutefois l'incidence positive du troisième déterminant majeur (forte densité de population, DENS) ne se confirme qu'à un très faible niveau de significativité dans notre modèle de régression. D'autres résultats qui vont dans le sens de l'hypothèse 1 sont l'impact très significatif de la taxe professionnelle (TAXPRO) et de la qualité de vie (CAMP).

variables sélectionnées	coefficient de régression ¹	coefficient de régression ² (stand.)
croissance démographique 1982 à 1990 (DEMO82)	0,0139***	0,5200***
densité de population 1990 par km ² (DENS)	0,0005	0,0570*
part des cadres et professions intellectuels supérieurs à l'emploi régional 1993 en % (CPIS)	0,0048***	0,2026***
taux de chômage 1993 en % (CHOM)	0,0147***	0,1449***
diversification sectorielle 1994 (DIV_94)	0,0143	0,0263
part de l'emploi industriel en 1995 % (EMIND)	-0,0002	0,0131
part de l'emploi tertiaire en 1995 % (EMTERT)	0,0020*	0,1632
part des établissements ICS de 0 à 5 employés à l'emploi régional ICS 1993 en % (EM0_5)	0,0034***	0,1061*
part des établissements ICS de plus de 200 employés à l'emploi régional ICS 1993 en % (EM200P)	0,0033***	0,1992***
revenu net moyen 1994 (REVENU)	0,0002**	-0,0007***
taxe professionnelle 1993 (TAXPR)	0,0042***	0,0800***
capacité d'accueil des campings 1994 (CAMP)	0,0006***	0,1956***
***sign. 1% ; **sign. 5% ; *sign. 10%.		
¹ R-Square 0,9889 (adj. R ² = 0,9882) ; ² R ² = 0,8710 (adj. R ² 0,8664).		

Tableau 2 : Coefficients de régression des déterminants du taux de création dans les zones d'emploi dans le champ ICS (1993 à 2001)

Source : Lasch, 2003, p.81

L'hypothèse 2 anticipe un fort impact d'un marché d'emploi hautement qualifié sur l'intensité de création (externalités de savoirs). Le coefficient de corrélation très élevé confirme l'hypothèse selon laquelle un marché d'emploi hautement qualifié (CPIS) est crucial pour le développement d'activités entrepreneuriales. En tant que facteur d'innovation régionale, il est également reflété par un niveau de revenu élevé (REVENU), variable pour laquelle la régression produit un résultat significatif, mais à un très faible niveau. Ces externalités de savoirs ont donc une incidence plus forte que les externalités d'agglomération (mesurées par DENS), ce qui va dans le sens de la confirmation de notre hypothèse 2b.

L'hypothèse 3 s'attend à une forte variabilité de certains déterminants résultant de l'hétérogénéité des recherches antérieures. Tout d'abord, l'incidence du taux de chômage (CHOM) sur la création est positivement significatif, or un impact négatif était attendu. Le modèle produit même le coefficient de corrélation le plus élevé de toutes les variables testées dans le modèle.

La spécialisation sectorielle, en revanche, ne fait pas partie des déterminants majeurs pour le développement des activités entrepreneuriales : le degré de diversification (DIV) et la part de l'industrie dans l'emploi (EMIND) n'ont aucun impact significatif. L'incidence positive de la part du tertiaire dans l'emploi régional (EMTERT) est seulement significative au seuil de 5%. D'autres écarts par rapport aux résultats avancés dans la plupart de recherches concernent notamment l'impact des grandes entreprises (EM200P) qui est mesuré encore plus fortement que l'effet « seedbed », émanant des TPE (lorsqu'on prend en compte le coefficient de régression standardisé). Tous ces résultats vont dans le sens de l'hypothèse 3.

4. DISCUSSION DES RESULTATS

Le problème posé dans cette recherche était celui de l'impact des contextes territoriaux sur l'activité entrepreneuriale en France (création d'entreprises). Les résultats confirment qu'une partie des déterminants majeurs, identifiés par la recherche internationale, a également une incidence significative sur la création d'entreprises en France. Comme pour la plupart des recherches antérieures, notamment une forte croissance démographique est mise en avant par le modèle de régression (Keeble et al., 1993 ; Reynolds et Storey, 1993 ; Reynolds et al., 1994 ; Guesnier, 1994 ; Johnson et Parker, 1996 ; INSEE, 2000 ; Audretsch et Fritsch, 1994 ; Keeble et Walker, 1994).

Par ailleurs, les régions ayant un taux de migration et de croissance démographique important affichent en général une forte intensité de création (Lasch, 2003, p.81). Une croissance démographique soutenue implique donc non seulement une simple augmentation de la demande, mais aussi l'arrivée de nouvelles populations entrepreneuriales qui connaissent souvent mal l'environnement et qui perçoivent difficilement les risques et les opportunités. Ces nouvelles populations sont fortement créatrices d'entreprises, mais peu enracinées, elles maîtrisent mal le contexte régional, l'environnement socio-économique, la diversité des dispositifs d'intervention, etc. Ce problème lié aux migrations constitue un vrai challenge pour les collectivités territoriales, mais aussi les autres acteurs économiques et souligne l'importance de considérer l'environnement socio-économique comme déterminant majeur pour le développement d'activités entrepreneuriales sous forme de création d'entreprises nouvelles. Effectivement, plus les entreprises nouvelles sont intégrées dans un réseau régional de relations en matière de conseil, transfert, finances et d'affaires, plus leurs chances de réussir augmentent (Koschatzky, 1997 ; Pleschak, 1997).

Un autre déterminant, qui confirme l'hypothèse 1, est l'effet « seedbed », la forte présence de petites entreprises. Ce résultat va dans le sens d'autres recherches (Schmude, 1994a ; Nerlinger, 1998 ; Greenan, 1994) qui considèrent qu'une TPE permet plus facilement aux employés de développer des compétences et aptitudes entrepreneuriales suite à une plus forte

implication dans le management, le fonctionnement global et en conséquence l'avenir de l'entreprise, comparé aux employés d'une grande entreprise. Cependant en dehors de ces effets d'apprentissage et de « formation à l'entrepreneuriat » au sein d'une TPE, le résultat pour cette variable va aussi dans le sens d'autres études qui expliquent ces effets d'essaimage par un nombre de contraintes caractéristiques pour les TPE (grande fragilité, conditions de travail, niveau de salaire, etc.) qui motiveraient les employés de créer leur propre entreprise (Nerlinger, 1998).

Contrairement aux résultats de l'étude internationale de Reynolds et Storey (1993) et notamment ceux obtenus par Guesnier (1994) pour la France, l'incidence positive d'une forte densité de population (externalités d'agglomération) ne se confirme pas dans le modèle de régression. Ce résultat laisse présager que les externalités positives d'agglomération seules (par exemple une infrastructure développée) ne suffisent pas pour attirer des nouvelles entreprises, hypothèse pourtant défendue par un certain nombre de recherches (INSEE, 2000 ; Audretsch et Fritsch, 1994). Ce résultat ne va donc pas dans le sens de l'hypothèse 1.

Un espace trop densément habité, malgré une infrastructure de haut niveau, peut effectivement constituer un désavantage susceptible de neutraliser des effets positifs d'agglomération. Dans une certaine mesure, ceci peut présenter une chance pour des régions « périphériques » et/ou de faible tradition industrielle. Ainsi, les résultats ont confirmé que la qualité de vie devient un facteur de plus en plus déterminant. Effectivement, l'attractivité touristique d'un territoire apparaît comme l'un des déterminants majeurs et confirme les résultats d'un certain nombre de recherches qui soulignent l'impact du phénomène de l'héliotropisme sur le développement des activités entrepreneuriales en France de la période récente (« sunbelt » ; Rouzier, 1987 ; George, 1991).

La plus grande majorité de jeunes entreprises sont des TPE, mais la « petitesse » induit de nombreux handicaps, notamment en terme de financement. Les jeunes TPE sont donc particulièrement sensibles à un environnement fiscal favorable. Parmi tous les facteurs de localisations retenus par les recherches antérieures, la taxe professionnelle figure que rarement, or cette variable apparaît au quatrième rang des variables testées. La politique fiscale des collectivités territoriales reste un outil d'incitation puissant notamment pour la création d'entreprises de très petite taille.

Une économie fondée de plus en plus sur le savoir, de même que l'essor des petites entreprises à forte intensité de connaissances, devraient favoriser les régions avec un niveau de qualification élevé (l'hypothèse 2). Ce type de région représente effectivement un environnement favorable à la création d'entreprises et la variable testée fait partie des trois premiers déterminants mesurés par notre modèle. Même si un marché d'emploi hautement qualifié est souvent retenu par les recherches antérieures (Audretsch et Fritsch, 1994 ; Reynolds et Storey, 1993 ; Keeble et Walker 1994), cette variable figure très rarement parmi les déterminants majeurs (Guesnier, 1994). Or, une forte présence de population active, hautement qualifiée, n'agit pas uniquement positivement sur l'intensité de la création sous forme d'employeurs potentiels. Un niveau élevé de revenu et un plus fort maintien des emplois dans une conjoncture défavorable garantissent en outre une relative stabilité de la demande et de la consommation locales. Les résultats de la régression montrent clairement que les entreprises implantées dans ce type d'agglomérations disposent d'un avantage concurrentiel.

Non seulement les changements économiques actuels devraient favoriser les régions avec un niveau de qualification (et un potentiel d'innovation) élevé(s), mais les « externalités de savoirs » devraient avoir un impact même plus fort que les externalités d'agglomération en général (hypothèse 2b). Ces résultats vont dans le sens d'autres recherches qui soulignent également que des innovations et de nouveaux savoirs (et donc de nouvelles entreprises) émergent dans certains lieux, dans certains contextes, en interactivité avec l'environnement

socio-économique (Meusburger, 2000). Contrairement à l'information qui peut être diffusée à une échelle globale en quelques secondes, les savoirs (« knowledge ») sont « enracinés », sont liés à certaines personnes, positions, réseaux et milieux intellectuels (Meusburger, 2000, p.356). Les résultats confirment d'autres recherches, comme Schmude (1994a, p.173) qui souligne que les créations nouvelles reflètent en quelque sorte le potentiel « endogène » d'une région et expriment un effet de proximité.

Les résultats de cette recherche ont largement confirmé les hypothèses 1, 2 et 2b. L'hypothèse 3 a pris en compte la forte hétérogénéité des travaux antérieurs avec une série de variables dont l'impact ne fait pas l'unanimité dans les recherches. Ce sont notamment celles-ci qui demandent une attention particulière, car leur influence peut aussi (ou avant tout) varier en fonction des spécificités des économies locales/régionales. Les résultats confirment que leur impact peut varier et des analyses supplémentaires s'imposent pour une partie des déterminants (notamment la composition sectorielle et le taux de chômage).

La composition sectorielle (diversification ou spécialisation) du tissu économique local ne donne aucun résultat significatif. Elle semble influencer que de manière indirecte la création et confirme non seulement les résultats de Fritsch et Niese (2000), mais aussi ceux d'autres études qui privilégient l'influence de la taille moyenne des entreprises existantes sur la création (Schmude, 1994a).

A cet égard, la présence de grandes entreprises dans le tissu économique local est effectivement un déterminant essentiel (donneur d'ordre, sous-traitance, outsourcing, coopération en R&D) et va dans le sens des recherches de Almus et al. (1999) et Nerlinger (1998). Or, en France, la plus forte incidence sur la création des grandes entreprises peut s'expliquer par la part importante des créations de services qui sont plus sensibles à la présence de grandes entreprises (clients importants) que les jeunes entreprises d'autres secteurs.

L'impact du taux de chômage sur la création a déjà été évoqué plus haut, mais les auteurs ne sont pas unanimes sur la question de savoir si l'incidence sur le développement des activités entrepreneuriales est plutôt positive (Audretsch et Fritsch, 1994) ou négative (Johnson et Parker, 1996). Dans le modèle de régression, les résultats d'Audretsch et Fritsch (1994) sont confirmés et l'impact du taux de chômage est significatif. Une réelle prise de conscience des pouvoirs publics (aide à la création pour les « chômeurs-créateurs »), mais aussi une meilleure acceptation de créer son propre emploi à travers la création d'une entreprise semble avoir eu lieu en France dans la période récente. Cependant, un taux de chômage élevé dans un bassin d'emploi ne signifie pas automatiquement une forte intensité de création. Il peut s'avérer, au contraire, être l'indicateur d'une population active fortement polarisée avec, d'un côté, une part importante de chômeurs « non-créateurs » et, d'un autre côté, des populations fortement entrepreneurs, très actives, hautement qualifiées et d'un niveau de revenu élevé. L'interprétation de l'impact du taux de chômage sur la création est donc très complexe, et même si la corrélation affiche un résultat positif, des analyses complémentaires sont nécessaires.

Un niveau de revenu élevé, étant une variable qui représente non seulement un fort pouvoir d'achat dans le marché local, mais permet également à certaines catégories socioprofessionnelles d'investir plus facilement dans une entreprise (fonds propres). Le capital privé et les fonds des instituts bancaires ne sont pas répartis équitablement sur le territoire national et la disponibilité du capital dans le bassin d'emploi est un paramètre important pour la création d'entreprises (Keeble et al., 1993, p.18). Cette variable ne semble pas avoir une incidence significative. Or, le capital au démarrage est l'un des facteurs clés du succès (Brüderl et al., 1996, p.173 ; Lasch, 2003b, p.166). Ceci peut s'expliquer par la moindre motivation d'employés hautement qualifiés de courir les risques qui peuvent être liés à la création d'une entreprise. Comparé à un niveau international, l'impact plus faible de cette

variable en France ne surprend pas totalement, étant donné que l'image de l'entrepreneur et son statut ne sont pas (encore) les mêmes dans la société française.

CONCLUSION

L'apport principal de cette recherche porte sur une meilleure compréhension et perception des contextes territoriaux et de leur impact sur le développement des activités entrepreneuriales. Dans le domaine de l'entrepreneuriat et notamment des recherches sur les jeunes TPE, l'environnement local en tant que variable déterminante fait rarement l'objet d'une analyse empirique. Une série de déterminants « environnementaux » ont été testés et les résultats contribueront à mieux expliquer les différences des taux de création entre régions d'un même pays.

L'analyse de la totalité des entreprises créées entre 1993 et 2001 en France constitue une base empirique qui va bien au-delà de celle des études précédentes. De plus, l'utilisation d'un zonage plus fin (la zone d'emploi), mieux adapté pour étudier le contexte économique dans lequel le créateur implante son entreprise, a permis d'augmenter la fiabilité, la validité des résultats, ce qui explique un modèle de régression multiple extrêmement solide. Ces deux éléments soulignent l'apport de cette recherche en terme de méthodologie.

Le modèle de régression avait pour objectif de tester l'impact des variables sélectionnées sur l'intensité de création dans les 348 zones d'emploi du territoire métropolitain entre 1993 et 2001. Les résultats montrent que les déterminants majeurs de la création d'entreprises sont le taux de chômage, la croissance démographique (augmentation de la demande), un marché d'emploi hautement qualifié, la taxe professionnelle et la présence de grandes entreprises dans le tissu économique local.

Une série de déterminants considérés comme majeurs par la plupart des recherches se confirme également en France pour la période récente (hypothèse 1), mais quelques spécificités françaises sont à constater, comme l'importance plus forte des grandes entreprises pour le développement des activités entrepreneuriales et surtout l'impact du taux de chômage. Cependant, l'interprétation de certaines variables est très complexe (taux de chômage, taille moyenne des entreprises, etc.) nécessitant des recherches supplémentaires. D'où l'importance des analyses pluri-niveaux qui permettent de vérifier les résultats obtenus à un niveau agrégé en transposant la problématique au niveau de l'entreprise.

Les résultats indiquent que la France s'inscrit de plus en plus dans la dynamique d'une économie fondée sur le savoir, les externalités de savoirs ayant une incidence même fortement supérieure aux externalités d'agglomération. L'impact d'une nouvelle génération d'entreprises dont les activités sont liées aux nouvelles technologies (notamment les TIC) est sensible. Il souligne le rôle croissant des qualifications et savoirs dans une société de l'information et de la communication.

La présente étude, à travers ses résultats et le nombre de pistes de recherches qui se sont dessinées, a ainsi démontré qu'un recours aux méthodologies quantitatives, empirico-déductives, très prisées par les collègues anglo-saxons et germanophones, ne peut qu'enrichir la recherche française en entrepreneuriat, jusqu'alors dominée par des méthodologies de type qualitatif. Nous pensons comme Saporta (2002, p.V) que de telles démarches méthodologiques seraient souhaitables pour une plus grande diversité d'approches dans la recherche française en entrepreneuriat. Dans cette perspective, le débat ne devrait pas s'articuler en opposant méthodes qualitatives vs. méthodes quantitatives, mais davantage porter la réflexion sur la question de l'intérêt de combiner les deux approches au sein d'analyses pluri-niveaux. Le déterminant majeur de la création, le taux de chômage, constitue un bon exemple d'une telle démarche.

Finalement, rappelons que le terme « déterminant » comprend un double volet : il désigne, d'une part, tout ce qui pousse un individu à devenir entrepreneur et à créer son entreprise

(motivations) ainsi que le contexte territorial plus ou moins favorable à sa réalisation, d'autre part, il va au-delà de l'acte de la création et implique tout ce qui influence la survie, la pérennité et le succès de la jeune entreprise. En conséquence, des travaux de type prédictif pourront compléter la présente recherche en se concentrant notamment sur la question de la performance des entreprises nouvellement créées (facteurs de succès, d'échec). Une combinaison d'approches quantitatives (par exemple la question de l'impact des déterminants territoriaux sur l'intensité d'activités entrepreneuriales dans une région) et qualitatives (par exemple l'impact sur le succès des compétences, des qualifications du créateur, de l'organisation de l'entreprise au démarrage, etc.) aideront à mieux appréhender le phénomène de l'entrepreneuriat tout en constituant un point de départ pour des recherches futures.

RÉFÉRENCES

- ALMUS, M./EGELN, J./ENGEL, D. (1999): Determinanten regionaler Unterschiede in der Gründungshäufigkeit wissensintensiver Dienstleister. (=ZEW Discussion Paper, 99-22). Mannheim.
- AUDRETSCH, D.B./FRITSCH, M. (1994): The geography of firm birth in Germany. In: *Regional Studies*, 28, 359-365.
- BRÜDERL, J./PREISENDÖRFER, P./ZIEGLER, R. (1996): Der Erfolg neu gegründeter Betriebe: eine empirische Studie zu den Chancen und Risiken von Unternehmensgründungen. (=Betriebswirtschaftliche Schriften, 140). Berlin.
- FRITSCH, M./NIESE, M. (2000): Der Einfluss der Branchenstruktur auf das Gründungsgeschehen – eine Analyse für die westdeutschen Raumordnungsregionen 1983-1997. In: *Geographische Zeitschrift*, 88, 3+4, 234-250.
- GEORGE, P. (1991): La revanche du Midi: le pari de Montpellier. In: *Annales de Géographie*, numéro spécial „Portrait des villes“, 55-65.
- GREENAN, N. (1994): L'organisation du travail dans les PMI se distingue-t-elle de celle des grandes entreprises ? In: *Economie et Statistiques*, 271-272, 87-103.
- GUELLEC, D. (2002): L'émergence d'une économie fondée sur le savoir. In: TOUFFUT, J.-P./SOLOW, R.M. (ed.): *Institutions et innovation. De la recherche aux systèmes sociaux d'innovation*. Paris, 131-156.
- GUESNIER, B. (1994): Regional variation in new firm formation in France. In: *Regional Studies*, 28, 347-358.
- HAUKNES, J./OECD (1999): *Knowledge intensive services – what is their role ?* Paris.
- HECQUET, V./LAINE, F. (1999): Structures industrielles locales et formes d'organisation économique. In: *Economie et Statistiques*, 326-327, 205-223.
- HOUEBINE, M. (1999): Concentration géographique des activités et spécialisation des départements français. In: *Economie et Statistiques*, 326-327, 189-204.
- INSEE (2000): *L'Economie française. Edition 2000-2001*. Paris. [Livre de Poche, Références].
- JOHNSON, P./PARKER, S. (1996): Spatial variations in the determinants and effects of firm births and deaths. In: *Regional Studies*, 30, 679-688.
- KEEBLE, D./WALKER, S. (1994): New firms, small firms and dead firms: spatial patterns and determinants in the United Kingdom. In: *Regional Studies*, 28, 411-427.
- KEEBLE, D./WALKER, S./ROBSON, M. (1993): New firm formation and small business growth in the United Kingdom : spatial and temporal variations and determinants. (=Research Series Department of Employment, 15). London.
- KOSCHATZKY, K. (Ed.)(1997a): *Technologieunternehmen im Innovationsprozess: Management, Finanzierung und regionale Netze*. (=Technik, Wirtschaft und Politik. Schriftenreihe des Fraunhofer-Instituts für Systemtechnik und Innovationsforschung/ISI, 23). Heidelberg.
- LASCH, F. (2003): *Innovations- und technologieorientierte Neugründungen in Frankreich. Eine Untersuchung von Einflussfaktoren auf regionale Disparitäten im Gründungsgeschehen in Informations- und Kommunikationstechnologien (1993 bis 2001) – La création d'entreprises dans le secteur des technologies de l'information et de la communication (TIC) en France. Une analyse des facteurs déterminants de la création régionale et une étude des déterminants de la survie et du succès des jeunes entreprises (1993 à 2001)*. (=Beiträge zur Wirtschaftsgeographie Regensburg, Band 4. ; zugl. : Inaugural-Dissertation zur Erlangung der Doktorwürde der philosophischen Fakultät III der Universität Regensburg). Regensburg.
- MEUSBURGER, P. (2000): The spatial concentration of knowledge. Some theoretical considerations. In: *Erdkunde*, 54, 352-364.
- NERLINGER, E. (1998): *Standorte und Entwicklung junger innovativer Unternehmen: Empirische Ergebnisse für West-Deutschland*. (=Schriftenreihe des ZEW, 27; zugl. Dissertation Universität Lüneburg). Baden-Baden.
- PICARD, H. (1995): Dossier SIRENE – Introduction. In: *Courrier des Statistiques*, 75-76, 3-4.

- PLESCHAK, F. (1997): Entwicklungsprobleme junger Technologieunternehmen und ihre Überwindung. In: KOSCHATZKY, K. (Ed.): Technologieunternehmen im Innovationsprozess: Management, Finanzierung und regionale Netze. (=Technik, Wirtschaft und Politik. Schriftenreihe des Fraunhofer-Instituts für Systemtechnik und Innovationsforschung/ISI, 23). Heidelberg, 13-33.
- REYNOLDS, P.D./STOREY, D.J. (Ed.)(1993): Local and regional characteristics affecting small business formation: a cross national comparison. (=ECOED:WKSUM01). Paris.
- REYNOLDS, P./STOREY, D.J./WESTHEAD, P. (1994): Cross-national comparisons of the variation in new firm formation rates. In: Regional Studies, 28, 443-456.
- RIEG, C. (2004): Forte hausse des créations d'entreprises en 2003. (=INSEE Première, n°944).
- ROUZIER, J. (1987): Le sud, une novation socio-économique. In: Revue d'Économie Méridionale, 35, 138, 49-63.
- SAPORTA, B. (2002) : Préférences théoriques, choix méthodologiques et recherche française en entrepreneuriat : un bilan provisoire des travaux entrepris depuis dix ans. In : Revue de l'Entrepreneuriat, 2, 1, V-XVII.
- SCHMUDE, J. (1994a): Geförderte Unternehmensgründungen in Baden-Württemberg. Eine Analyse der regionalen Unterschiede des Existenzgründungsgeschehens am Beispiel des Eigenkapitalhilfe-Programms (1979-1989). (=Erdkundliches Wissen, 114). Stuttgart.
- SCHMUDE, J. (1994b): Qualifikation und Unternehmensgründung. Eine empirische Untersuchung über die Qualifikationsstrukturen geförderter Unternehmensgründer in Baden-Württemberg. In: Geographische Zeitschrift, 82, 166-179.
- THIRION, B. (1998): Démographie des entreprises et établissements. Lexique méthodologique. (DR INSEE Lorraine - Service Statistique, pôle de compétence démographie des entreprises et établissements). Nancy.
- VOIGT, E. (1998): Regionale Wissens-Spillovers technischer Hochschulen. In: Raumforschung und Raumordnung, 1, 27-35.
- WEIHE, H.J./REICH, F.R. (1991) : Entrepreneurial interest among business students: results of an international study. (lieu non spécifié).

ANNEXE 1 : Le calcul de l'emploi

L'étude présente n'avait pas pour objectif d'évaluer exactement l'emploi dans la filière TIC. Dans le cadre de cette étude, la mobilisation de sources supplémentaires, telles les DADS, n'a pas pu être réalisée. Les chiffres indiqués sont une estimation de l'emploi et la source utilisée pour ce travail est le répertoire SIRENE des entreprises et établissements, pour sa partie ICS (Industrie, commerce, services), dont la mise à jour s'effectue globalement tous les deux ans.

Or, les bases annuelles de dénombrement du stock dans SIRENE n'ont pas pour objectif de fournir des niveaux d'emploi (THIRION, 1998, 13-20). Par contre, les effectifs peuvent être utilisés comme données de cadrage et les estimations d'emploi sont données à titre indicatif en tant qu'information supplémentaire. Néanmoins, notamment pour l'effectif salarié à la création de l'entreprise, une comparaison avec les résultats d'une enquête spécifique de l'INSEE auprès des créateurs d'entreprises (Enquête SINE) a montré que les effectifs déclarés dans SIRENE représentent une bonne approximation (THIRION, 1998, 8-11).

L'effectif salarial indiqué dans SIRENE au 1.1.2002 correspond en partie à la situation de l'entreprise et de ses établissements en 2000. Pour tous les établissements avec « 0 » salarié un emploi a été compté afin de disposer d'une estimation dite « minimale » de l'emploi. Etant donné les délais d'actualisation des données sur l'emploi, les chiffres de cadrage indiqués dans l'étude devraient être inférieurs aux chiffres réels de l'emploi dans les entreprises.

ANNEXE 2 : Bases de données empiriques utilisées

SIRENE stock d'établissements (années 1993 à 2001, fichiers au 1. janvier) :
- *Le dénombrement des établissements* ; base SAS : DM40.POLE.STOCKAA1, AA=année.
- *La création d'établissements* ; base SAS : DM40.ETAB.CREATAA1, AA=année.
SEDDL : banque de données multi-sources de l'INSEE